

Annexe n°1 à la demande d'examen au cas par cas préalable
à la réalisation d'une étude d'impact

Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire
À JOINDRE AU FORMULAIRE CERFA N° 14734

NOTA : CETTE ANNEXE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN DOCUMENT NUMÉRISÉ PARTICULIER
LORSQUE LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS EST ADRESSÉE À L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE
PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Personne physique

Adresse

Numéro

Extension

Nom de la voie

MEKWEDEL 69

Code Postal

9070

Localité

HEUSDEN

Pays

BELGIQUE

Tél

00 32 47 54 35 579

Fax

Courriel

→ Peter. prive @ skynet.be
PETER. ROTTHIER @ ORANGE.FR

Personne morale

Adresse du siège social

Numéro

Extension

Nom de la voie

Code postal

Localité

Pays

Tél

Fax

Courriel

@

Personne habilitée à fournir des renseignements sur la présente demande

Nom

ROTTHIER

Prénom

PETER

Qualité

Tél

Fax

Courriel

PETER. ROTTHIER @ ORANGE.FR

→ Peter. prive @ skynet.be

En cas de co-maîtrise d'ouvrage, listez au verso l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

4.2 Objectifs du projet

Accéder au chantier, réaliser les plateformes de construction et emprise au sol des stationnements et aires de retournement.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase de réalisation

Réalisation d'un compactage en granulats concassés de 0/38mm du secteur (coteur de la roche affleurante). Passage des graines techniques par les fusées existantes.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Entretien des extérieurs par professionnels des espaces verts en protégeant du risque incendie pour les deux habitations.

4.4.1 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

*Demande de permis de construire renouvelée
du PC 007115156 0001 du 10/01/2015*

4.4.2 Précisez ici pour quelle procédure d'autorisation ce formulaire est rempli

Pour une demande de Permis de Construire

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale (assiette) de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur
<i>emprise maison A</i>	<i>600 m²</i>
<i>maison B</i>	<i>500 m²</i>
<i>Piscine</i>	<i>200 m²</i>
<i>CHENIN</i>	<i>100 m²</i>
<i>Superficie Globale</i>	<i>2000 m²</i>

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s)
d'implantation

Coordonnées géographiques¹

Long. *44° 27' 27"* Lat. *04° 11' 28"*

Pour les rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42° :

Point de départ :

Long. ___° ___' ___" Lat. ___° ___' ___"

Point d'arrivée :

Long. ___° ___' ___" Lat. ___° ___' ___"

Communes traversées :

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une étude d'impact ?

Oui ☐

Non ☐

4.7.2 Si oui, à quelle date a-t-il été autorisé ?**4.8 Le projet s'inscrit-il dans un programme de travaux ?**

Oui ☒

Non ☐

Si oui, de quels projets se compose le programme ?

Construction de 2 maisons avec accès piscine

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

5.1 Occupation des sols

Quel est l'usage actuel des sols sur le lieu de votre projet ?

Naturel

Existe-t-il un ou plusieurs documents d'urbanisme (ensemble des documents d'urbanisme concernés) réglementant l'occupation des sols sur le lieu/tracé de votre projet ?

Oui ☒ Non ☐

Si oui, intitulé et date d'approbation
Précisez le ou les règlements applicables à la zone du projet

Zone UB du PLU de juin 2008

Pour les rubriques 33° à 37°, le ou les documents ont-ils fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐ Non ☒

5.2 Enjeux environnementaux dans la zone d'implantation envisagée :

Complétez le tableau suivant, par tous moyens utiles, notamment à partir des informations disponibles sur le site internet <http://www.developpement-durable.gouv.fr/etude-impact>

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ou couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
en zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (régionale ou nationale) ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire

dans une zone de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou par un plan de prévention des risques technologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ARRETE PREFECTORAL N°2005-213-30.
si oui, est-il prescrit ou approuvé ?			
dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans un site inscrit ou classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
d'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
d'un monument historique ou d'un site classé ou patrimoine mondial de l'UNESCO ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences suivantes ?

Veillez compléter le tableau suivant :

Domaines de l'environnement :		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Surface changeant de destination 9500m²
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Risques et nuisances	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
Commodités de voisinage	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>

Pollutions	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	X
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	X
	Engendre-t-il des rejets polluants dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	X
	Engendre-t-il des rejets hydrauliques ? Si oui dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	X
Patrimoine / Cadre de vie / Population	Engendre-t-il la production d'effluents ou de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	X
	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	X
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme / aménagements) ?	<input type="checkbox"/>	X

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets connus ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une étude d'impact ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi :

L'impact est faible compte tenu d'une forte surface calcaire.
Les constructions utiliseront l'assise des rochers existants.
Les arbres seront protégés pour pouvoir être gardés.

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	L'annexe n°1 intitulée « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publiée ;	<input type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input type="checkbox"/>
4	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42° un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42° : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
- Règlement de la zone UB du plu de la commune.
- ARRÊTÉ PREFECTORAL N°2005-213-30.

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☒

Fait à

Reims

le,

24 Mars 2015

Signature

[Signature]

A. photos du terrain - Pièce PCMI 7 / PCMI 8
pour Maison d'Habitation A.

4 / 7



1

de près ; depuis le Sud- Est -----

Construction de 2 Maisons d'Habitation neuves.
à LABEAUME 07 120 .
Maîtres d'Ouvrage : Peter ROTHIER & Eric VANRAEPENBUSCH.

B.----- de loin ; depuis l'Ouest.

2



photos du terrain - Pièce PCMI 7 / PCMI 8 -
pour Maison d'Habitation B.

5 / 7



3

.. de près ; depuis le Sud-Ouest. -----

Construction de 2 Maisons d'Habitation neuves. --
à LABEAUME 07 120 .
Maîtres d'Ouvrage : Peter ROTHIER & Eric VANRAEPENBUSCH.

----- de loin ; depuis le Sud.

4





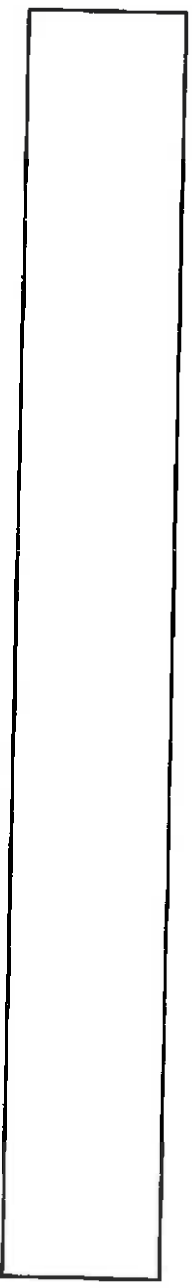
© IGN 2016 -

Longitude :

4° 18' 30.5" E

Latitude :

44° 27' 28.7" N



**Direction
Départementale
de l'Équipement
Ardèche**



**service de
l'urbanisme de
l'aménagement et de
l'environnement**

COMMUNE DE LABEAUME

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATION

Zonage



DOCUMENT APPROUVE PAR ARRETE PREFECTORAL DU 1/08/2005



Direction
départementale
de l'Équipement
De l'Ardèche

Service de l'urbanisme, de
l'Aménagement et de l'Environnement

2 place des Mobiles
BP 613
07006 Privas Cedex
Tél : 04 75 65 50 00
Fax : 04 75 64 59 44

ARRETE PREFECTORAL N° 2005-213-30
du 1/08/2005

portant approbation du Plan de Prévention des
Risques d'inondation de
la rivière Ardèche moyenne aval dans la
commune de Labeaume

LE PREFET DE L'ARDECHE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 562-1 à 562-7 instaurant les Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles,

Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques, et en particulier les articles 1 à 7 précisant les modalités de leur élaboration,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment son article R 111-4 relatif aux procédures d'enquête publique,

Vu l'arrêté préfectoral du 10/09/1996 prescrivant l'établissement d'un PPR Inondation sur la rivière Ardèche moyenne aval,

Vu l'avis du Conseil Municipal de Labeaume en date du 28/07/2004,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-272-21 du 28/09/2004 prescrivant l'enquête publique sur le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la rivière Ardèche moyenne aval dans la commune de Labeaume,

Vu le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 4/11 au 18/11/2004,

Vu le rapport du commissaire-enquêteur en date du 16/12/2004,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

ARRETE :

ARTICLE 1

1 - Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la rivière Ardèche moyenne aval dans la commune de Labeaume est approuvé.

2 - Il comprend

- un rapport de présentation
- des documents cartographiques
- un règlement

3 - Il est tenu à la disposition du public

- à la mairie de Labeaume aux heures et jours ouvrables habituels de celle-ci
- dans les locaux de la Direction Départementale de l'Équipement de Privas, aux heures et jours ouvrables des bureaux de celle-ci.
- dans les locaux de la Préfecture de l'Ardèche à Privas (Service Interministériel de Défense et de Protection Civile) aux heures et jours ouvrables de ses bureaux.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal Le Dauphiné Libéré.

Cet avis sera par ailleurs affiché en mairie de Labeaume pendant une durée minimum d'un mois et porté à la connaissance du public pour tout autre procédé en usage dans la commune.

ARTICLE 3 - Dès les dernières mesures de publicité effectuées, le Plan de Prévention des Risques d'Inondation s'imposera à toute demande d'autorisation d'occupation du sol en qualité de servitude d'utilité publique.

ARTICLE 4 - Des ampliations du présent arrêté seront adressées

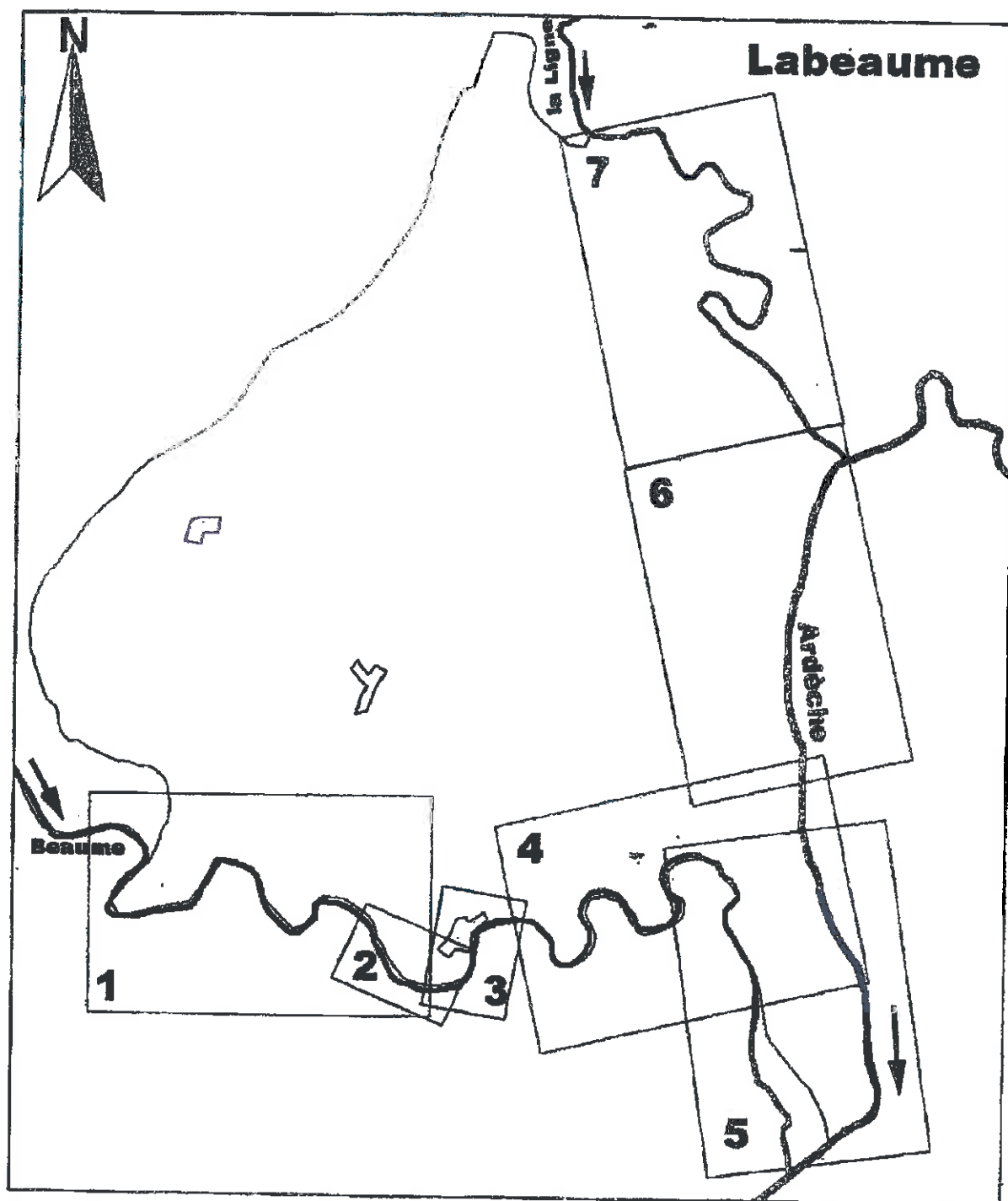
au maire de la commune de Labeaume
au sous Préfet de Largentière
au Commissaire-Enquêteur
au Directeur Départemental de l'Équipement
au Directeur Régional de l'Environnement

ARTICLE 5 –M. le sous Préfet de Largentière, le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Le plan de prévention des risques de la commune de Labeaume peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois courant à compter de sa publication.

Découpage du Zonage du PPR

PPR approuvé le 1 août 2005

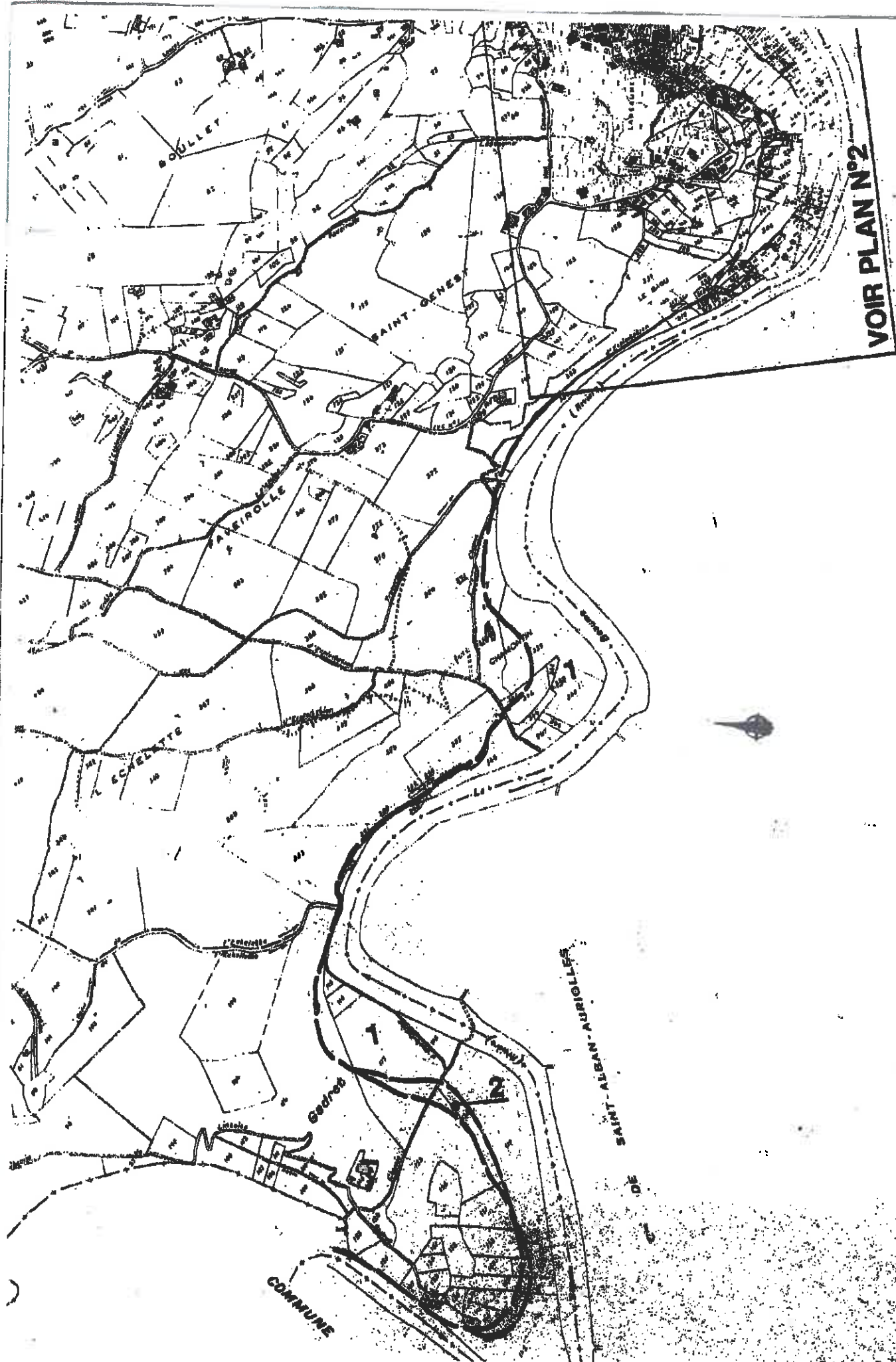


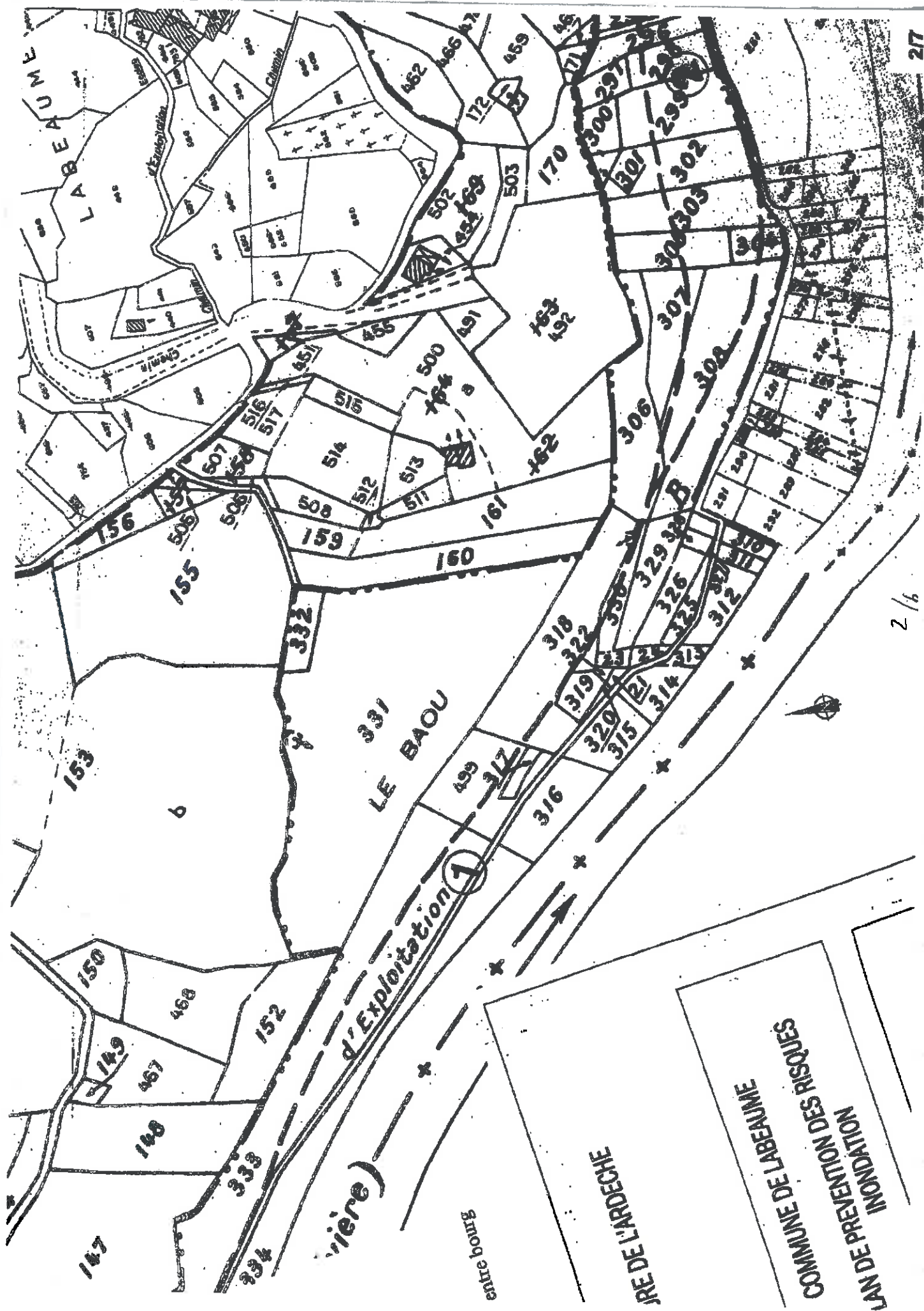
LEGENDE DES CARTES CI-APRES

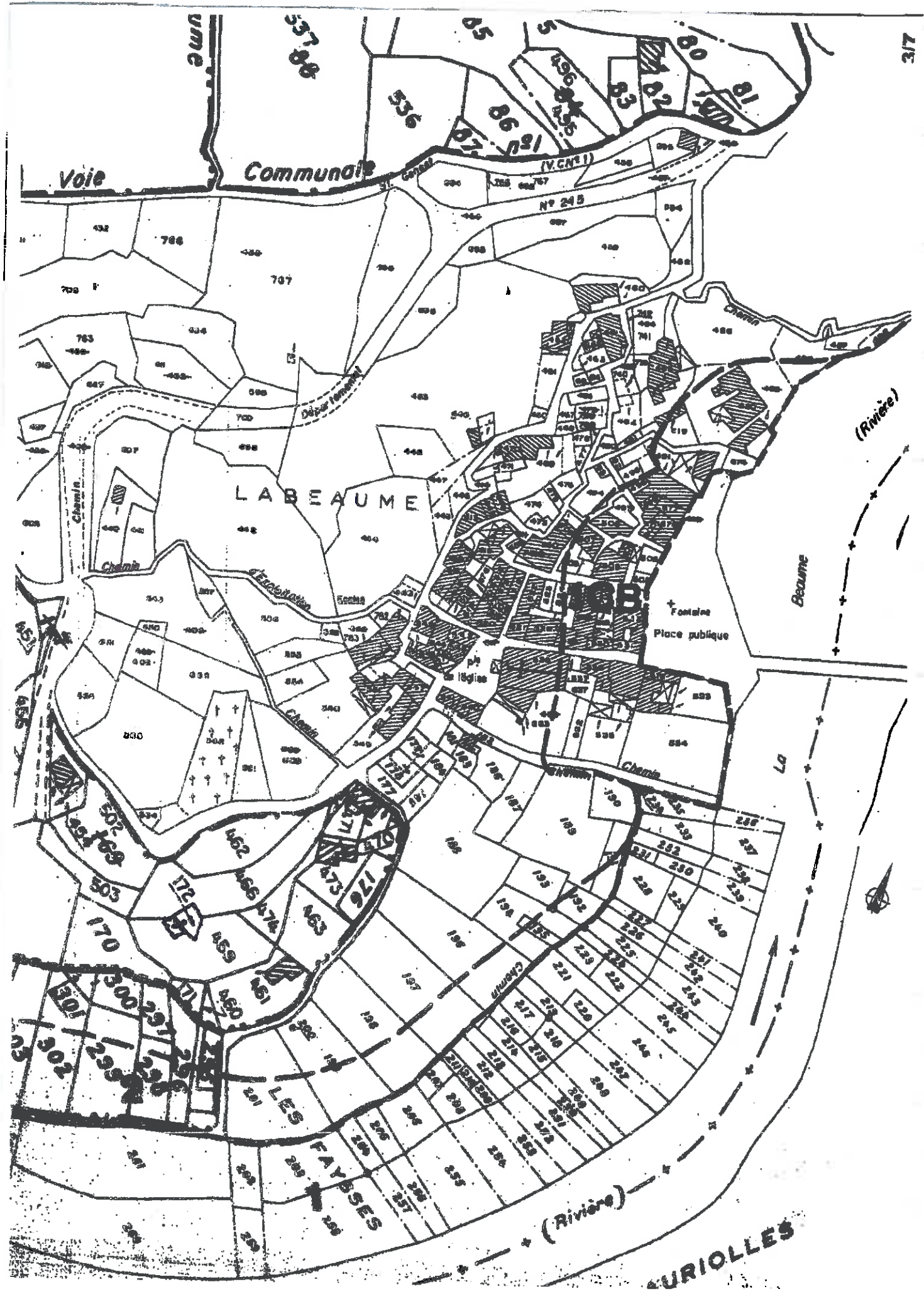
1 : Zone fortement exposée

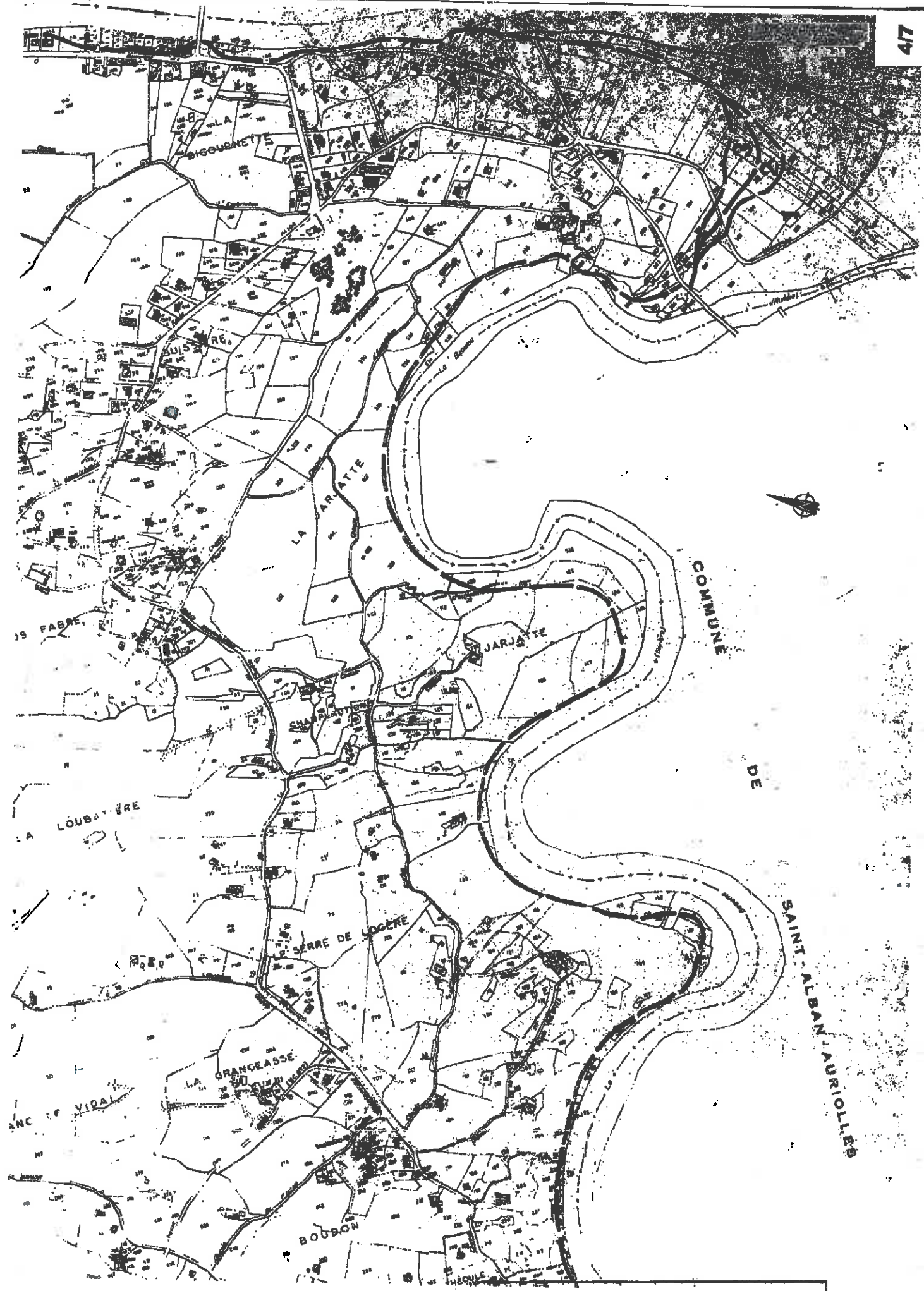
1 CB : Zone fortement exposée en centre bourg

2 : Zone moyennement exposée

















COMMUNE DE LABEAUME



PLAN LOCAL D'URBANISME REGLEMENT

DEPARTEMENT : Ardèche
CANTON : Joyeuse
COMMUNE : Labeaume

REGLEMENT



Vu pour être annexé à la
délibération du

Le Maire

ZONE UB

La zone UB concerne les zones pavillonnaires à densifier ainsi que les hameaux de Labeaume.

On distingue un sous secteur UBp, qui concerne l'extension résidentielle immédiate du centre bourg et qui présente un environnement paysager et architectural sensible.

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION DU SOL

Article UB1 -- Occupations et utilisations du sol interdites

Les constructions à usage :

- industriel
- d'entrepôt commercial

Le stationnement des caravanes isolées.

Les terrains de camping et de caravanage.

Les dépôts susceptibles de contenir au moins dix véhicules ainsi que les garages collectifs de caravanes.

Les carrières.

Article UB 2 -- Occupations et utilisations du sol autorisées sous condition

L'aménagement et l'extension limitée des constructions existantes à usage artisanal ou industriel, agricoles et des installations classées existantes à condition que les travaux envisagés diminuent les nuisances supportées par le voisinage.

Les installations classées soumises à déclaration sous réserve qu'elles soient liées à des activités de service, de commerce ou d'artisanat compatibles avec la vocation de la zone.

SECTION 2 - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DES SOLS

Article UB 3 -- Accès et voirie

Les occupations et utilisations du sol susceptibles d'être délivrées ne peuvent être autorisées que si les dimensions, tracés et caractéristiques des voies qui les desservent leurs sont adaptées et si la sécurité de l'ensemble des usagers est préservée.

Les nouvelles voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publique doivent au minimum être aménagées afin de permettre le passage ou la manœuvre des véhicules des services publics.

Article UB 4 -- Desserte par les réseaux

Toute occupation ou utilisation du sol qui requiert une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public d'alimentation en eau potable.

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent assurer l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou si le réseau est insuffisant, le constructeur doit prendre toutes dispositions conformes à l'avis des services techniques responsables.

Les eaux usées en provenance de toute occupation et utilisation du sol doivent être rejetées dans le réseau public d'assainissement.

En l'absence de réseau collectif d'assainissement, les eaux usées en provenance de toute occupation et utilisation du sol doivent être traitées par un dispositif autonome d'assainissement adapté à la nature géologique du sol.

Toute demande d'installation d'un assainissement autonome doit respecter la réglementation en vigueur, mais également les règles de l'art (normes, notamment la DTU 64-1).

La réalisation d'un assainissement non collectif ne dispense pas le propriétaire de l'obligation de se raccorder ultérieurement au réseau public.



Article UB 5 -- Caractéristique des terrains

Pour les parcelles non desservies par le réseau d'assainissement collectif, les terrains doivent avoir une superficie de 1500 m² minimum.

En zone UBp, les terrains doivent avoir une superficie de 1500 m² minimum.

Article UB 6 -- Implantation par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions devront être implantées au minimum à :

- 15 m au moins de l'axe des voies départementales
- 12 m au moins de l'axe des voies communales

Pour les constructions à usage d'annexes : Elles peuvent être implantées en limite des voies communales, sous réserve de ne pas provoquer de risques au niveau sécurité et visibilité. Pour les voies départementales, les annexes devront respecter un recul minimum de 8 mètres par rapport à l'axe de la voie.

Cette règle ne s'applique pas pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

Article UB 7 -- Implantation par rapport aux limites séparatrices

Les constructions peuvent s'implanter sur une ou plusieurs limites séparatrices.

La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche d'une limite sur laquelle le bâtiment n'est pas implanté doit être au moins égale à trois mètres.

Cette règle ne s'applique pas pour les constructions annexes qui peuvent être implantées en limite de parcelles ni pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

Article UB 8 -- Implantation des constructions sur une même propriété

Les constructions sur une même propriété devront être implantées à 4 mètres minimum les unes par rapport aux autres.

Article UB 9 -- Emprise au sol

L'emprise au sol des bâtiments ne devra pas dépasser 50 % de la superficie totale du terrain.

Article UB 10 -- Hauteur

La hauteur maximale des constructions à édifier ou à surélever s'aligne sur les hauteurs des égouts des toitures voisines. Elle reste limitée à 8 mètres au point le plus haut de la construction.

Article UB 11 -- Aspect extérieur

Pour la zone UBp : IDEM article UA 11

Pour la zone UB :

De manière générale, les constructions par leur situation, leur architecture, leurs dimensions et la nature des matériaux utilisés ne doivent pas porter atteinte au caractère des bâtiments voisins et originels ni à celui des lieux avoisinants.

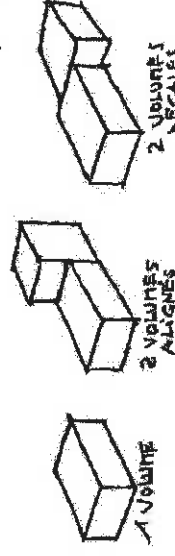
Adaptation du terrain :

Les bâtiments seront implantés de manière à rester au plus près de la forme du terrain naturel. Le principe du déblai/remblai est accepté avec la limite de 1,20 m de remblai rapporté. Les terrasses (faïsses) seront conservées et restaurées.

Volumétrie :

Les nouvelles constructions devront comprendre de 1 à 2 volumes alignés ou décalés perpendiculairement les uns par rapport aux autres. Un troisième volume sera toléré pour un garage, une remise ou une terrasse couverte.

L'implantation des volumes respecte les directions générales des bâtiments mitoyens sauf contradictions notables ou en fonction de la direction des limites du parcellaire.



Facture :

Les matériaux de placage ou peinture en imitation sont interdits, à l'exception d'ouvrages caractéristiques existants.

Facades :

Les murs sont construits en pierre calcaire locale, les joints sont exécutés avec un mortier dont l'importance et la couleur ne créent pas de contraste avec la pierre, les joints lissés au fer teintés ou en relief sont interdits.

S'ils ne sont pas construits en pierre calcaire locale : Sur la maçonnerie de brique, d'aggloméré de ciment ou de béton, les façades seront enduites au mortier bâtard finition lisse, frottée ou grattée. Les finitions en enduit écrasé sont interdites.

Les murs doivent recevoir un enduit dont l'aspect et la couleur se rapprochent de la pierre calcaire locale. Les couleurs des enduits doivent ainsi être en accord avec l'environnement minéral.

Couvertures :

Dans le cas d'une couverture en tuiles, celles-ci seront en terre cuite, grande ondulation, dans le ton des toitures traditionnelles. La couleur rouge est interdite.

Le sens du faîtage sera dans celui de la plus grande longueur du bâtiment. Les pentes seront semblables pour tous les volumes couverts en tuiles (entre 28 et 35 % de pente).

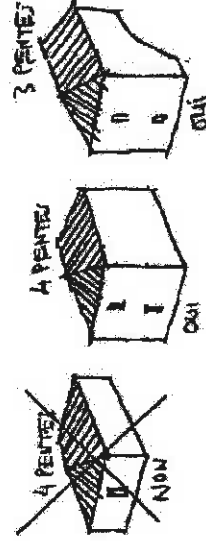
Les toitures à 3 ou 4 pentes ne sont autorisées que sur les volumes en R+1.

Les bois de charpente apparents sont interdits en pignon.

En égot de toiture, les génoises préfabriquées en fausses tuiles rondes sont interdites.

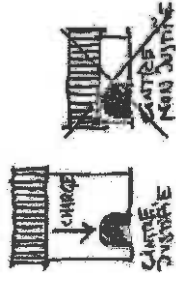
Les toits terrasses sont exceptionnellement autorisés pour faciliter une liaison entre deux bâtiments ou en cas d'impossibilité technique liée à la topographie du terrain.

Les terrasses incorporées dans les toitures sont interdites.



Perçements :

Les percements devront être en harmonie avec les façades projetées. Les cintres ou arcs non porteurs ou injustifiés sont interdits.



Les clôtures :

Les clôtures en limite des voiries communales sont limitées à une hauteur de 1,80 m. Seules les clôtures végétalisées, en métal à barreaudage vertical, grillage vert ou galvanisé et pierre sont autorisées. Les murettes en pierre existantes en limite de propriétés devront être conservées. Elles pourront être surmontées de grillage ou de métal dans la limite de hauteur de 1,80 m hors tout.

Les portails d'entrée seront constitués de deux poteaux en maçonnerie ou en pierre d'une hauteur maximum de 2,00 m et d'un portail d'une hauteur inférieure en métal ou en bois.

Ouvrages annexes :

Les conduits de fumée et de ventilation, les écoulements d'eaux usées, sont intégrés dans le volume du bâti, ils ne doivent pas être en saillie sur les façades.

Couleur :

Les couleurs vives sur des surfaces importantes (portes, volets ou plus) sont interdites.

L'unité de couleur des menuiseries extérieures est obligatoire.

Article UB 12 -- Stationnement des véhicules

De manière générale chaque constructeur doit assurer en dehors des voies publiques le stationnement des véhicules induit par toute occupation ou utilisation du sol.

Article UB 13 -- Espaces libres et plantations

Les plantations existantes doivent, sauf impossibilité, être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre au moins par 15 m² de stationnement, excepté en secteur inondable, où les plantations devront faire l'objet d'une étude d'implantation visant à ne pas gêner le libre écoulement des eaux.

Pour la zone UBP : IDEM article UA 13

SECTION 3 - POSSIBILITÉ MAXIMALE D'OCCUPATION DES SOLS

Article UB 14 - Coefficient d'occupation des sols (COS)

Le coefficient d'occupation des sols est fixé à : 0,2.



MANDAT

Je soussignée... LABROT Mayse épouse DAcosta.....

domiciliée... Au chemin des écoliers 0700 AUBENAS.....

propriétaire des parcelles ci-dessous cadastrées : et représentant Mr LABROT Christian,
* Mme LABROT Gisèle épouse POUPOU et Mme GONTHIER Juliette veuve LABROT
commune Section N°

LABEAUNE D 926
.....
.....
.....

donne tout pouvoir à madame, monsieur ROTHIER Peter et M. VANRAEPENBUSCH Eric

pour procéder aux formalités de demande d'autorisation de défrichement concernant les parcelles désignées ci-dessus.

Fait, le 20 Mars 2015.....

Signature

DAcosta

FICHE DE RENSEIGNEMENT

A remplir par le demandeur et à retourner
au service Environnement de la DDT avec la demande d'autorisation de défrichement

PERSONNE PHYSIQUE

NOM ROTHIER PRENOM Peter

Nom de naissance.....

Date de naissance 21.11.1964

Lieu de naissance REET (Belgique) Nationalité Belge

N° de SS (MSA, SS) E6 11 21-607 93

ADRESSE Mekwegel 69

..... Gofa HEUSDEN (Belgique)

N° de téléphone.....

N° de portable 0032475495579

N° de fax

PERSONNE MORALE

(fournir un extrait KBIS du registre du commerce)

NOM et PRENOM du gérant.....

Date de naissance.....

Lieu de naissance.....

N° de SS (MSA, SS).....

Nationalité.....

ADRESSE.....

.....

.....

.....

N° de téléphone.....

N° de portable

N° de fax



BELGIUM IDENTITY CARD



Name: Rotthier
Given names: Peter Marie-José M
Place of birth: Reet
Date of birth: November 21, 1964
Sex: M
Nationality: Belg
National number: 64.11.21-407.93

Street: Melkwegel(HEU) 69
Postal code: 9070
Municipality: Destelbergen

Card number: 591-6274922-94
Place of issue: Destelbergen
Chip number: 534C494E33660013930D221CB40D2A1D
Valid from: August 1, 2012
Valid until: August 1, 2017

Printed: August 7, 2014
Printed by: eID Viewer 4.0.4 142

FICHE DE RENSEIGNEMENT

A remplir par le demandeur et à retourner
au service Environnement de la DDT avec la demande d'autorisation de défrichement

PERSONNE PHYSIQUE

NOM VANRAEPENBUSCH..... PRENOM Eric.....

Norm de naissance.....

Date de naissance 09.05.1968.....

Lieu de naissance ZOTTEGEN (Belgique) Nationalité Belge.....

N° de SS (MSA, SS) 68.05.09.381 36

ADRESSE Mekwegel 69
9010 HEUSDEN (Belgique)

N° de téléphone.....

N° de portable 0032476240238.....

N° de fax.....

PERSONNE MORALE

(fournir un extrait KBIS du registre du commerce)

NOM et PRENOM du gérant.....

Date de naissance.....

Lieu de naissance.....

N° de SS (MSA, SS).....

Nationalité.....

ADRESSE.....
.....
.....
.....

N° de téléphone.....

N° de portable.....

N° de fax.....



BELGIUM IDENTITY CARD



Name: Vanraepenbusch
Given names: Eric Simon O
Place of birth: Zottegem
Date of birth: May 9, 1968
Sex: M
Nationality: Belg
National number: 68.05.09-381.36

Street: Melkwegel(HEU) 69
Postal code: 9070
Municipality: Destelbergen

Card number: 591-6274888-60
Place of issue: Destelbergen
Chip number: 534C494E33660013930D221CB40D2A1F
Valid from: August 1, 2012
Valid until: August 1, 2017

Printed: August 7, 2014
Printed by: eID Viewer 4.0.4 142